

# Communiqué de presse

## La fausse bonne idée du Smiley ... le retour ! 😊 😞

Après le rapport de la cour des comptes, le dispositif Alim' Confiance revient sur le devant de la scène.

SOLIDAIRES CCRF & SCL avait dès 2014 indiqué que ce dispositif était inefficace et qu'il conduirait à une mauvaise information des consommateurs. 5 ans plus tard nous continuons de dénoncer cette mascarade de transparence.

Alim' Confiance se cantonne à l'hygiène des établissements et occulte totalement ce qui relève de la loyauté des transactions et de l'information des consommateurs. En effet l'apposition du Smiley « souriant » fera l'impasse sur une non-conformité telle qu'un affichage de prix déficient, une tromperie sur la composition réelle du « foie gras » ou sur la nature de la viande des lasagnes « pur bœuf ou pur cheval » (ça vous rappelle peut-être quelque chose !).

**Ceci est donc très clair pour le consommateur !**

Dans la mise en œuvre du dispositif actuel; un établissement qui aura reçu un avertissement par une des administrations chargées du contrôle se verra malgré tout décerner un Smiley « Satisfaisant » !!! **Bonjour l'opacité.**

D'autre part, on peut facilement imaginer dans la réalité que les gérants des enseignes n'afficheront jamais les « Smileys rouges ». Quel consommateur connaissant sa signification, entrerait dans ce type d'établissement ! C'est presque équivalent à une fermeture définitive.

D'autre part, les enquêteurs de la DGCCRF que des Smileys continuent d'être affichés bien au-delà de l'année prévue pour leur validité.

Rappelons enfin que l'usine Lactalis de Craon s'était vu octroyer un beau Smiley quelques temps avant le déclenchement de l'affaire !!

Pour SOLIDAIRES CCRF & SCL, il faut enfin donner à ceux qui en ont la charge, les services de l'Etat, les moyens de fonctionner et d'assurer le service public de protection des consommateurs dans le sens complet du terme.

Il faut réorganiser les administrations démantelées par les réformes RGPP/RÉATE/MAP, dont la DGCCRF qui a énormément souffert et qui risque de souffrir encore davantage au vu des premières intentions de réforme de l'Etat affichées par le gouvernement.

Dans la période de crise que traverse actuellement le pays, il semblerait particulièrement justifié de protéger les consommateurs les plus faibles et de redonner confiance.

Paris le 12 février 2019

**Contact : Emmanuel Paillusson 06 66 28 91 92 ou 01 43 56 13 30**

**SOLIDAIRES Concurrence, Consommation, Répression des Fraudes et Service Commun des Laboratoires**  
93 bis, rue de Montreuil 75011 Paris - Tél. 01 43 56 13 30

**SOLIDAIRES@dgccrf.finances.gouv.fr - Site Internet : [www.solidaires-ccrf-scl.org](http://www.solidaires-ccrf-scl.org)**